



# Assemblée générale

Distr. générale  
20 janvier 2015

Soixante-neuvième session  
Point 22, a, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2014

[sur la base du rapport de la Deuxième Commission (A/69/471/Add.1)]

### 69/231. Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* la Déclaration d'Istanbul<sup>1</sup> et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>2</sup>, adoptés à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et approuvés dans sa résolution 65/280 du 17 juin 2011, dans laquelle elle a demandé à toutes les parties directement concernées de s'engager à mettre en œuvre le Programme d'action d'Istanbul,

*Réaffirmant* l'objectif global du Programme d'action d'Istanbul, qui est de surmonter les problèmes structurels rencontrés par les pays les moins avancés afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international et de permettre à ces pays de sortir de la catégorie des pays les moins avancés,

*Rappelant* ses résolutions 68/18 du 4 décembre 2013 et 68/224 du 20 décembre 2013,

*Rappelant également* la résolution 2014/29 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 2014, sur le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020,

*Se déclarant profondément préoccupée* par l'épidémie la plus grave et la plus complexe due au virus Ebola, qui a frappé brutalement trois pays parmi les moins avancés, à savoir la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, et qui montre clairement que, si tous les pays peuvent être touchés par le virus, les pays les moins avancés sont particulièrement vulnérables face aux situations d'urgence en matière de santé publique qui ont des incidences graves sur la vie et les moyens de subsistance des populations de ces pays et sur leur économie,

*Soulignant* qu'il faut assurer la mise en œuvre concertée et le suivi cohérent de l'exécution du Programme d'action d'Istanbul, et notant à cet égard le rôle essentiel

<sup>1</sup> Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7), chap. I.

<sup>2</sup> Ibid., chap. II.



du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, comme prévu au paragraphe 155 du Programme d'action,

*Rappelant* ses résolutions 59/209 du 20 décembre 2004 et 65/286 du 29 juin 2011 sur l'importance d'une transition sans heurt pour les pays retirés de la liste des pays les moins avancés, et réaffirmant l'objectif consistant à faire en sorte que la moitié des pays les moins avancés répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020,

*Rappelant également* qu'elle a invité les partenaires de développement à prendre en compte les indicateurs spécifiques aux pays les moins avancés, le revenu national brut par habitant, l'indice du capital humain et l'indice de vulnérabilité économique, dans leurs critères d'allocation de l'aide publique au développement,

*Notant* que le Sommet sur le climat<sup>3</sup> convoqué par le Secrétaire général a terminé ses travaux et se félicitant de la contribution qu'il apporte à la dynamique politique amorcée dans la lutte contre les changements climatiques,

*Prenant note* de la déclaration ministérielle adoptée à la réunion des ministres des pays les moins avancés tenue à New York le 26 septembre 2014<sup>4</sup>,

*Prenant note également* du rapport du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sur la situation des pays les moins avancés en 2014, qui avait pour thème « L'élimination de l'extrême pauvreté dans les pays les moins avancés et le programme de développement pour l'après-2015 »,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>5</sup> et sur le renforcement des régimes de promotion de l'investissement en vue des investissements étrangers directs dans les pays les moins avancés<sup>6</sup>;

2. *Se félicite* des progrès que de nombreux pays parmi les moins avancés ont accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul<sup>2</sup>, notamment en l'intégrant dans les stratégies de développement et les instruments de planification pertinents, demande aux pays les moins avancés, agissant avec le concours de leurs partenaires de développement, de tenir leurs engagements et de promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action, notamment en intégrant les dispositions dans leurs politiques nationales et leurs cadres de développement et en procédant à des examens périodiques avec la pleine participation de toutes les principales parties prenantes, et, à cet égard, invite le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, les organes subsidiaires du Conseil économique et social, y compris les commissions régionales et techniques, les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, à appuyer activement l'intégration et la mise en œuvre du Programme d'action ;

3. *Se félicite également* des progrès accomplis par les partenaires de développement en ce qui concerne l'intégration du Programme d'action d'Istanbul

<sup>3</sup> Voir [www.un.org/climatechange/summit/2014/09/2014-climate-change-summary-chairs-summary/](http://www.un.org/climatechange/summit/2014/09/2014-climate-change-summary-chairs-summary/).

<sup>4</sup> A/C.2/69/2, annexe.

<sup>5</sup> A/69/95-E/2014/81.

<sup>6</sup> A/69/270.

dans leurs cadres de coopération pour le développement, en souligne l'importance et demande aux partenaires de développement de continuer à l'intégrer dans leurs cadres, activités et programmes nationaux de coopération, selon qu'il conviendra, de manière à assurer aux pays les moins avancés le soutien renforcé, prévisible et ciblé prévu dans ce programme et à honorer leurs engagements, et d'envisager de prendre les mesures voulues pour remédier aux lacunes ou défaillances éventuelles ;

4. *Engage* la communauté internationale à agir de toute urgence et avec détermination pour endiguer l'épidémie d'Ebola qui sévit dans certains des pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest et a mis en évidence la nécessité impérieuse de renforcer les systèmes de santé nationaux et d'améliorer la capacité des pays de faire face aux problèmes de santé publique et aux urgences sanitaires et d'y répondre de manière coordonnée, en particulier dans les pays les moins avancés, conformément aux domaines d'action prioritaires e) et f) énoncés dans le Programme d'action d'Istanbul afin de permettre à ces pays de prévenir, de déceler et de traiter rapidement les maladies infectieuses et les autres urgences sanitaires, et appelle l'ensemble des partenaires de développement à continuer d'apporter un appui technique et financier pour soutenir les stratégies d'atténuation des risques mises en place par les pays les moins avancés pour faire face aux problèmes de santé publique et aux urgences sanitaires ;

5. *Constate avec inquiétude* que tous les pays, en particulier les moins avancés, sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques et en subissent déjà de plus en plus les conséquences, notamment les sécheresses chroniques et autres phénomènes météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau des mers, l'érosion des littoraux, les débâcles glaciaires et l'acidification des océans, qui continuent de menacer la sécurité alimentaire et de compromettre l'action menée pour éliminer la pauvreté et parvenir à un développement durable ;

6. *Se félicite* du fait que le volume net de l'aide publique au développement bilatérale en faveur des pays les moins avancés semble avoir augmenté de 12,3 pour cent en 2013 d'après les premières estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques, tout en notant qu'elle avait diminué de 9,4 pour cent en termes réels en 2012, et réaffirme que cette aide reste la principale source de financement externe du développement des pays les moins avancés, qu'elle joue un rôle essentiel dans leur développement et que les flux d'aide publique au développement ont augmenté au cours des dix dernières années, souligne qu'il importe au plus haut point de tenir tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement, notamment celui de nombreux pays développés de consacrer à ce titre 0,7 pour cent de leur revenu national brut aux pays en développement d'ici à 2015 et d'atteindre l'objectif consistant à réserver aux pays les moins avancés 0,15 à 0,20 pour cent de leur revenu national brut au titre de l'aide publique au développement, et exhorte les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés ;

7. *Rappelle* l'engagement pris par les pays donateurs, dans le Programme d'action d'Istanbul, de revoir en 2015 leurs engagements concernant l'aide publique au développement et d'étudier la possibilité d'allouer davantage de ressources aux pays les moins avancés, et exhorte donc les donateurs à considérer les pays les moins avancés comme hautement prioritaires lors de l'allocation de l'aide publique au développement, compte tenu des besoins, des problèmes complexes et du manque de ressources de ces pays ;

8. *Réaffirme* les engagements pris lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à l'égard des pays les moins avancés<sup>7</sup>, prend note des décisions adoptées lors de la neuvième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Bali (Indonésie) du 3 au 7 décembre 2013, en particulier la décision relative à l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les pays les moins avancés, les règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés et la décision relative à la mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés, et demande aux pays développés, ainsi qu'aux pays en développement qui se disent en mesure de le faire, de prendre des mesures pour atteindre l'objectif consistant à assurer rapidement à tous les pays les moins avancés un accès durable aux marchés, en franchise de droits et sans contingent, conformément à la Déclaration ministérielle de Hong Kong et constate avec satisfaction à cet égard que certains pays développés et pays en développement autorisent l'entrée sur leurs marchés en franchise de droits et sans contingent de tous les produits provenant des pays les moins avancés ;

9. *Souligne* que ce sont les pays les moins avancés eux-mêmes qui doivent s'approprier, encadrer et assumer leur propre développement, et souligne également que la bonne gouvernance, la transparence, la non-exclusion et la mobilisation des ressources internes sont au cœur de ce développement et que leurs efforts méritent un appui international concret et substantiel, dans un esprit de responsabilité mutuelle et partagée, dans le cadre d'un partenariat mondial renouvelé et renforcé ;

10. *Demande* aux pays les moins avancés, à leurs partenaires de développement, aux organismes des Nations Unies et à tous les autres acteurs d'honorer pleinement et effectivement, de manière concertée et cohérente et avec diligence, les engagements pris concernant les huit domaines prioritaires définis dans le Programme d'action d'Istanbul, à savoir : a) la capacité de production ; b) l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural ; c) le commerce ; d) les produits de base ; e) le développement social et humain ; f) les crises multiples et les nouveaux défis ; g) la mobilisation de ressources financières aux fins du développement et du renforcement des capacités ; h) la bonne gouvernance à tous les niveaux ;

11. *Demande* aux pays en développement, agissant dans un esprit de solidarité et dans la mesure de leurs moyens, d'apporter leur soutien à la mise en œuvre effective du Programme d'action d'Istanbul dans des domaines de coopération définis d'un commun accord, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, qui complète, sans la remplacer, la coopération Nord-Sud ;

12. *Réaffirme* qu'il est essentiel de continuer d'intégrer la coopération Sud-Sud, en particulier au bénéfice des pays les moins avancés, par l'intermédiaire du système des Nations Unies pour le développement, notamment du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, conformément aux dispositions énoncées dans la décision 18/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud<sup>8</sup>, dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment les résolutions 67/226 et 67/227 du 21 décembre 2012 et la résolution 68/230 du 20 décembre 2013, ainsi que dans les plans stratégiques des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, s'il y a lieu ;

<sup>7</sup> Voir A/C.2/56/7, annexe.

<sup>8</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-neuvième session, Supplément n° 39 (A/69/39)*, chap. I.

13. *Invite* le secteur privé, la société civile et les fondations à participer à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans leurs domaines de compétence respectifs, compte tenu des priorités nationales des pays les moins avancés ;

14. *Prend note avec satisfaction* des efforts déployés par le Secrétaire général pour constituer un groupe d'experts de haut niveau qui sera chargé de réaliser une étude de faisabilité d'un projet de banque des technologies et de mécanisme d'appui à la science, à la technologie et à l'innovation au service des pays les moins avancés, salue l'annonce de la composition du groupe d'experts par le Secrétaire général et attend avec intérêt la fin des travaux du groupe, menés conformément à sa résolution 68/224 ;

15. *Rappelle* qu'elle a décidé que les besoins particuliers et les priorités de développement des pays les moins avancés, notamment dans les huit domaines prioritaires définis dans le Programme d'action d'Istanbul, tels que le renforcement des capacités de production, y compris par un développement rapide de l'infrastructure et de l'énergie, devaient être dûment pris en compte dans le programme de développement pour l'après-2015, et, dans ce contexte, invite le Bureau du Haut-Représentant à continuer, dans le cadre de ses travaux, d'apporter aux pays les moins avancés l'appui technique dont ils ont besoin pour arrêter leur position sur ces questions ;

16. *Souligne* qu'il importe de garantir la responsabilité réciproque des pays les moins avancés et de leurs partenaires de développement au regard des engagements souscrits dans le Programme d'action d'Istanbul, rappelle que le Forum pour la coopération en matière de développement devra continuer de tenir compte du Programme d'action d'Istanbul lorsqu'il se penchera sur l'évolution de la coopération internationale pour le développement et sur la cohérence des politiques de développement, et insiste sur la nécessité de mettre en place un espace et des mécanismes favorisant la tenue d'un dialogue structuré entre les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement ;

17. *Souligne* qu'il conviendra d'accorder une attention particulière aux pays les moins avancés tout au long de la Décennie des Nations Unies relative à l'énergie durable pour tous (2014-2024) si l'on veut atteindre l'objectif consistant à garantir à tous l'accès à l'énergie d'ici à 2030, ainsi que les autres objectifs et cibles fixés en matière d'énergie dans le Programme d'action d'Istanbul, demande que, dans le cadre de la coordination de la Décennie assurée par le Secrétaire général, les pays les moins avancés reçoivent, dans la limite des ressources disponibles, la même attention particulière durant toute cette période, de sorte que la Décennie soit un succès, et se félicite du regain d'intérêt accordé aux pays les moins avancés dans le cadre de l'initiative Énergie durable pour tous ;

18. *Rappelle* qu'au paragraphe 157 du Programme d'action d'Istanbul, l'Assemblée générale a été invitée à mener un examen approfondi de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action ;

19. *Remercie* le Gouvernement turc d'avoir généreusement offert d'accueillir la conférence d'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours ;

20. *Décide* que la conférence d'examen de haut niveau :

a) Se tiendra exceptionnellement à Antalya (Turquie) pendant trois jours, en juin 2016, et sera composée d'une séance plénière d'ouverture, d'une séance plénière de clôture et de quatre autres séances plénières, ainsi que de quatre tables rondes thématiques qui se tiendront en parallèle ;

- b) Aura lieu au plus haut niveau politique possible ;
- c) Donnera lieu à l'adoption d'une déclaration politique négociée et arrêtée au niveau intergouvernemental ;

d) Donnera lieu à la rédaction de comptes rendus des séances plénières et autres délibérations qui figureront dans le rapport de l'examen ;

21. *Prie* le Président de l'Assemblée générale de désigner, à sa soixante-dixième session, deux cofacilitateurs, l'un originaire d'un pays développé et l'autre d'un pays en développement, qui seront chargés de superviser et de diriger les consultations intergouvernementales informelles sur l'ensemble des questions relatives à l'examen et à ses préparatifs ;

22. *Prie* les cofacilitateurs de présenter, au plus tard en mars 2016 et préalablement à la réunion préparatoire d'experts, un projet de déclaration politique élaboré sur la base des observations issues des réunions préparatoires nationales et régionales, du rapport du Secrétaire général et des autres contributions, notamment celles des États Membres ;

23. *Prie* le Président de l'Assemblée générale d'organiser, en mars 2016, une réunion préparatoire d'experts d'une durée de quatre jours consacrée à l'examen du projet de déclaration politique, qui sera présidée par les cofacilitateurs et pour laquelle des services d'interprétation seront prévus, sous réserve de disponibilité ;

24. *Décide* que l'ensemble des négociations portant sur le document final se tiendront au Siège de l'Organisation à New York et encourage vivement les États Membres à conclure ces négociations avant l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours ;

25. *Décide également* que l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours et ses préparatifs seront ouverts à la participation de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, membres d'institutions spécialisées ou observateurs de ses propres travaux, et que devront s'appliquer le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, ainsi que les dispositions complémentaires que le Conseil a prises pour la Commission du développement durable dans ses décisions 1993/215 du 12 février 1993 et 1995/201 du 8 février 1995 ;

26. *Invite* le pays hôte à organiser, avec l'appui du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, dans la limite de son mandat et des ressources dont il dispose, et, le cas échéant, grâce à des ressources extrabudgétaires, un forum consacré aux débouchés du secteur privé dans les pays les moins avancés, et engage les représentants concernés des États Membres et du secteur privé à soutenir le forum et à y participer ;

27. *Souligne* que deux réunions préparatoires seront organisées au niveau régional à l'occasion de la tenue des réunions régionales biennales déjà programmées en 2015, l'une en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, à laquelle participera Haïti, et l'autre en coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, à laquelle participera le Yémen, ces deux réunions devant s'appuyer, au niveau des pays, sur de vastes préparatifs associant toutes les parties, et leurs résultats devant être étudiés dans le cadre de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours ;

28. *Décide* que l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours consistera à :

a) Mener un examen approfondi de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, cerner les difficultés et les obstacles rencontrés et déterminer les mesures et initiatives à prendre pour faire face à ces difficultés et obstacles ainsi qu'aux nouveaux défis et problèmes ;

b) Réaffirmer l'engagement pris par la communauté internationale à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés de répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés et de renforcer encore le partenariat mondial en faveur du développement des pays les moins avancés dans tous les domaines prioritaires définis dans le Programme d'action d'Istanbul, le but étant d'assurer sans retard la mise en œuvre effective et intégrale du Programme d'action pendant le reste de la Décennie tout en tenant compte des dispositions du programme de développement pour l'après-2015 intéressant les pays les moins avancés ;

29. *Souligne* que le Bureau du Haut-Représentant, en sa qualité de coordonnateur et conformément au mandat qu'elle lui a confié dans sa résolution 56/227 du 24 décembre 2001, est chargé d'assurer l'efficacité et l'efficience des préparatifs et d'obtenir et de coordonner la participation active des organismes des Nations Unies ;

30. *Invite* le Secrétaire général à convoquer une réunion de haut niveau du système des Nations Unies pendant l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours afin que les organismes des Nations Unies se mobilisent pleinement en faveur des pays les moins avancés et assurent l'application rapide et concertée du Programme d'action d'Istanbul et du document final de l'examen ;

31. *Prie* le Président de l'Assemblée générale d'organiser, début 2016, une manifestation spéciale thématique d'une journée, à laquelle participeront des représentants des États Membres, des organisations non gouvernementales, de la société civile, du secteur privé et des milieux universitaires, afin d'apporter une contribution à l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours ;

32. *Invite* le Conseil économique et social à examiner la question de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours dans le cadre de ses réunions de coordination et de gestion en 2016 ;

33. *Prie les organes, organismes, fonds et programmes des Nations Unies* d'entreprendre, dans leurs domaines de compétence respectifs, des évaluations sectorielles de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, en accordant une attention particulière aux domaines où la mise en œuvre a été insuffisante, et de formuler des propositions en vue de l'adoption des nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour faciliter la préparation de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours, et affirme à cet égard qu'il convient de convoquer des réunions interorganisations afin d'assurer la pleine mobilisation de l'ensemble des organismes des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, et la coordination étroite de leurs activités ;

34. *Souligne* l'importance des préparatifs au niveau des pays, qui constitueront une contribution essentielle à la préparation de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours ainsi qu'à la mise en œuvre et au suivi de l'application de ses résultats, dans ce contexte demande aux pays les moins avancés d'entreprendre, en étroite collaboration avec le Bureau du Haut-Représentant et les équipes de pays des Nations Unies, dans le cadre de leurs plans de travail, les examens nationaux de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en

mettant l'accent sur les progrès réalisés, les difficultés et les obstacles rencontrés, et les mesures à prendre pour améliorer l'application du Programme et, à cet égard, invite les équipes de pays des Nations Unies à collaborer étroitement avec le Bureau du Haut-Représentant afin d'aider les pays les moins avancés à établir leurs rapports nationaux ;

35. *Prie* l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, d'assurer la pleine participation, en particulier au niveau des pays, des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies présents dans les pays les moins avancés à la préparation de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours, notamment à l'établissement des rapports nationaux ;

36. *Prie* le Secrétaire général de présenter, d'ici au premier trimestre de 2016, un rapport d'ensemble sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, en lieu et place du rapport annuel qu'il doit lui présenter à sa soixante et onzième session et au Conseil économique et social à sa session de fond de 2016 ;

37. *Réaffirme* que la participation pleine et entière des pays les moins avancés à l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours aux niveaux national, régional et mondial revêt une importance cruciale, souligne que des ressources suffisantes devront être fournies à cette fin et, à cet égard, prie le Secrétaire général de mobiliser des ressources extrabudgétaires afin de couvrir les frais afférents à la participation de deux représentants gouvernementaux de chacun des pays les moins avancés à l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours et à sa réunion préparatoire d'experts ;

38. *Exhorte* les États Membres et invite les autres partenaires multilatéraux de développement, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et le secteur privé à apporter des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale créé par le Secrétaire général en application de la résolution 59/244 du 22 décembre 2004 ;

39. *Demande* à tous les États Membres de s'intéresser activement à la préparation de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours et de se faire représenter à un haut niveau à la réunion plénière d'examen afin d'en assurer le succès ;

40. *Souligne* qu'il importe que toutes les parties intéressées, notamment les parlementaires, la société civile et le secteur privé, participent effectivement à l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours et à ses préparatifs, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996 ;

41. *Note avec satisfaction* que plusieurs des pays les moins avancés ont fait part de leur intention de remplir les conditions de leur reclassement d'ici à 2020, invite ces pays à se préparer à le faire et à définir une stratégie de transition, et prie de nouveau les organismes compétents des Nations Unies de s'employer, sous l'égide du Bureau du Haut-Représentant, à leur apporter le soutien nécessaire à cet effet de manière cohérente et concertée ;

42. *Invite* le Comité des politiques de développement à continuer de tenir dûment compte des difficultés et vulnérabilités propres à chacun des pays les moins avancés, notamment les petits États insulaires ou sans littoral, les pays ayant des écosystèmes montagneux fragiles, les pays ayant des zones côtières de faible élévation, et ceux dont une grande partie de la population vit dans un état d'extrême pauvreté, qui sont fortement tributaires des exportations de produits de base, ont une



faible productivité agricole et souffrent de l'insécurité alimentaire, sont vulnérables aux changements climatiques et environnementaux et aux catastrophes naturelles, sont exposés à des risques de santé publique et à l'insécurité énergétique, sont en proie à un conflit ou sortent d'un conflit ;

43. *Note* que le Gouvernement népalais a proposé d'accueillir une réunion ministérielle des pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique sur le reclassement et le programme de développement pour l'après-2015, qui a eu lieu à Katmandou du 16 au 18 décembre 2014, et attend avec intérêt les conclusions rendant compte des problèmes et des préoccupations de ces pays, que leurs ministres auront adoptées à l'issue de cette réunion ;

44. *Constate* que les flux de capitaux privés, en particulier les investissements étrangers directs, jouent un rôle complémentaire et catalyseur dans la mise en place et le renforcement des moyens de production des pays les moins avancés, constate également que nombre de ces pays ont déployé des efforts considérables pour attirer davantage d'investissements étrangers directs et accroître les retombées économiques de ces investissements, efforts qui ont été complétés par les activités de leurs partenaires de développement, lesquelles semblent avoir eu des effets positifs, comme en atteste la forte augmentation des investissements étrangers directs observée ces dernières années dans les pays les moins avancés, mais se déclare néanmoins préoccupée par le fait que tant les investissements étrangers que nationaux sont loin d'être à leur niveau potentiel, ce qui montre clairement qu'il reste encore beaucoup à faire ;

45. *Souligne* que pour accroître sensiblement les investissements étrangers directs dans les pays les moins avancés au cours des années à venir, les pays les moins avancés, les pays réalisant ces investissements, les organisations internationales et les autres parties prenantes, selon qu'il convient, doivent adopter des politiques et des stratégies plus efficaces et mieux ciblées, et, à cet égard, décide d'examiner la question dans le contexte de l'examen approfondi de haut niveau à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul, en mettant notamment l'accent sur l'importance que peuvent revêtir pour les pays les moins avancés les facteurs suivants :

a) L'accès à des informations sur les mécanismes d'investissement existants et les programmes d'appui aux investissements étrangers directs ;

b) La fourniture d'un appui technique pour la négociation de grands contrats complexes ;

c) La possibilité d'obtenir un appui consultatif pour le règlement de différends relatifs aux investissements ou un renforcement de cet appui ;

d) Une assurance contre les risques et des garanties, fournies en collaboration étroite avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements et l'Organisation de coopération et de développement économiques ;

e) La mise en place de cadres législatifs et réglementaires propres à attirer les investissements étrangers directs en offrant des conditions d'investissement plus favorables et en créant un environnement porteur à tous les niveaux ;

46. *Apprécie* l'importance que revêt la mise en place de capacités productives, qui sont un facteur clef du développement des pays les moins avancés et de leur reclassement, comme indiqué dans le domaine d'action prioritaire a) du Programme d'action d'Istanbul, et demande aux pays les moins avancés et à leurs partenaires de développement de mettre davantage l'accent sur les politiques et

moyens propres à assurer le renforcement des capacités de production, prend note à cet égard de l'Agenda de Cotonou pour le renforcement des capacités productives dans les pays les moins avancés<sup>9</sup>, adopté par les ministres des pays les moins avancés lors de la réunion ministérielle tenue à Cotonou du 28 au 31 juillet 2014, et invite toutes les parties intéressées à accorder toute l'attention voulue au renforcement des capacités productives lors de l'examen annuel du Programme d'action d'Istanbul par le Conseil économique et social ;

47. *Constate* que les activités relatives aux pays les moins avancés menées au sein du Secrétariat doivent être mieux coordonnées et regroupées de façon à permettre la mise en œuvre et le suivi efficaces du Programme d'action d'Istanbul, sous la direction du Bureau du Haut-Représentant, et à apporter un soutien coordonné à la réalisation de l'objectif consistant à faire en sorte que la moitié des pays les moins avancés répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020 ;

48. *Prend note* de l'action menée par le Groupe consultatif interorganisations pour les pays les moins avancés sous la direction du Bureau du Haut-Représentant, invite de nouveau le Secrétaire général à intégrer le Groupe au Comité de haut niveau sur les programmes du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, comme il se doit, note les mesures prises par le Conseil des chefs de secrétariat et le Comité de haut niveau en vue d'assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul à l'échelle du système des Nations Unies, demande de nouveau au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de faire de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul un point permanent de l'ordre du jour du Conseil, engage le Bureau du Haut-Représentant à coopérer étroitement avec le secrétariat du Conseil afin de mettre au point des outils permettant d'intégrer le Programme d'action d'Istanbul dans les programmes de travail des organismes des Nations Unies, et prie le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès accomplis à cet égard ;

49. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dixième session, un rapport de situation sur la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et sur l'application de la présente résolution.

*75<sup>e</sup> séance plénière  
19 décembre 2014*

---

<sup>9</sup> A/69/392, annexe.